
La Russie au Moyen-Orient

Denis Bauchard

Octobre 2012



**Programme Moyen-Orient
et Méditerranée (MOM)**

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Note rédigée à la suite de la table ronde du colloque organisé à Moscou par la Russian International Studies Association (RISA) le 29 septembre à l'université MGIMO. À cet égard, l'auteur remercie les organisateurs de cette très stimulante table ronde, notamment Maria Dubovikova, pour leur accueil et la façon dont les débats ont été menés.

ISBN : 978-2-36567-085-2
© Ifri – 2012 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION	2
LE RETOUR DE LA RUSSIE	3
DES LIGNES DE FORCE DE LA POLITIQUE ETRANGERE REAFFIRMEES.....	6
La défense de la souveraineté nationale.....	6
Le primat du sécuritaire sur la diplomatie	7
La volonté de s'affirmer comme grande puissance.....	8
L'EMBARRAS RUSSE FACE AU « PRINTEMPS ARABE »	9
DES RELATIONS COMPLEXES AVEC L'IRAN	13

Introduction

La Russie des tsars, comme celle de l'URSS, a toujours marqué un fort intérêt pour le Moyen-Orient qui s'insérait dans le cadre de la politique de « poussée vers les mers chaudes ». Cet intérêt s'est manifesté dès le XIX^e siècle avec la création de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences, qui va bientôt fêter son bicentenaire. Celui-ci a joué dans le passé un rôle majeur à plusieurs reprises, notamment sous la présidence d'Evgueni Primakov de 1977 à 1985. De fait, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS a exercé une forte influence dans de nombreux pays arabes qualifiés de « progressistes », le Moyen-Orient devenant un des terrains de la guerre froide. Elle devait enregistrer succès et revers, notamment la perte de l'Égypte qui, sous la présidence d'Anouar el-Sadate, a basculé dans le camp occidental.

Le retour de la Russie

Après l'écroulement de l'URSS en 1989 et la « décennie noire » qui a suivi, les positions acquises ont été remises en cause. Impuissante, la Russie a dû accepter une influence américaine hégémonique, qui s'est imposée à partir de la crise puis la guerre du Golfe en 1990-1991. Cependant, Vladimir Poutine, dès sa première prise de fonction comme président, renoue les fils tissés à l'époque soviétique et étend même le champ des relations à deux pays, l'Arabie Saoudite et Israël, avec lesquels les liens étaient faibles, voire inexistants. Il accueille de nombreux visiteurs arabes à Moscou et fait à plusieurs reprises des tournées au Moyen-Orient, comme président ou comme Premier ministre. Dmitri Medvedev poursuit la même politique.

Ainsi, pour la première fois, en 2007, un chef d'État russe se déplace en Arabie Saoudite, rendant au roi Abdallah la visite que celui-ci avait faite à Moscou en 2003, alors qu'il n'était encore que prince héritier. Le roi l'accueille comme un « homme de paix et de justice ». Ces rencontres doivent officiellement permettre d'évoquer des sujets d'intérêt commun, notamment la question palestinienne et l'Irak, mais aussi et plus discrètement les préoccupations russes concernant les activités subversives des mouvements islamistes en Russie ou en Asie centrale qui bénéficient, selon Moscou, d'un appui sinon des autorités saoudiennes, tout au moins de certains milieux proches.

La relation avec Israël, longtemps tendue, s'améliore également substantiellement, avec, pour la première fois, la visite officielle d'un chef d'État en 2005. Celle-ci pouvait se justifier par l'intérêt traditionnel porté par Moscou à l'Église orthodoxe de Terre Sainte.

L'arrivée dans les années 1990 d'une importante communauté originaire de Russie – près de 1 million de personnes – ne peut que renforcer cet intérêt, cette communauté exerçant aujourd'hui une influence croissante sur la politique intérieure israélienne. Ces rencontres répétées au plus haut niveau – le président Poutine est revenu en Israël en juin 2012 et Benjamin Netanyahu sera prochainement à Moscou – ont débouché sur des relations de coopération et d'amitié, particulièrement chaleureuses. Elles contribuent à expliquer la discrétion russe de plus en plus évidente sur la question palestinienne. Aux intérêts bien compris entre les deux pays, notamment en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, s'ajoutent une fascination et une sympathie personnelles du président Poutine pour l'expérience israélienne. L'ambassade

d'Israël en Russie, composée essentiellement d'Israéliens originaires de l'ancienne URSS, à commencer par l'ambassadrice elle-même, Dorit Golender, qui a fait son *aliya* en 1967, s'emploie à entretenir la confiance croissante et à développer son réseau d'influence. Cette relation bienveillante contribue à expliquer que la Russie soit très discrète sur le « processus de paix » qu'elle estime mort. À Moscou, on ne croit plus possible la création d'un véritable État palestinien.

Historiquement, les relations entre la Russie et l'Iran ont été souvent difficiles, voire conflictuelles. Au temps des tsars, le « grand jeu » avec la Grande-Bretagne avait abouti à la mise en place d'une double zone d'influence sur la Perse, le Nord revenant à la Russie et le Sud à la Grande-Bretagne. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la tentative d'annexion du Nord-Ouest de l'Iran peuplé d'Azéris confortait ce climat d'hostilité maintenu par la politique du shah, ami des États-Unis. L'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeiny ne devait pas améliorer cette situation, l'URSS athée figurant parmi les Satans ciblés par les ayatollahs. L'effondrement de l'Union soviétique change la donne et incite la Russie et l'Iran à se rapprocher à un moment où l'influence et la présence américaines se développent au Moyen-Orient. Une coopération entre les deux pays s'affirme dans des secteurs sensibles – gaz et pétrole, énergie nucléaire avec la construction de la centrale de Bouchehr, domaine militaire avec la fourniture d'armes parfois sensibles alors que, depuis 1996, l'Iran est sous sanctions américaines. La constatation de l'existence d'intérêts communs, notamment dans le Caucase et l'Asie centrale, stimule ce rapprochement. Depuis 2006 et la tension croissante entre l'Occident et l'Iran sur le contentieux nucléaire, la relation s'est renforcée, conduisant la Russie, malgré, comme nous le verrons, des sources d'agacement croissant, à bloquer au Conseil de sécurité des Nations unies toute sanction sérieuse contre Téhéran.

Ainsi, à la veille du « printemps arabe », Moscou avait réussi son retour au Moyen-Orient, affirmant son intérêt et sa présence économiques, voire sa coopération militaire, non seulement chez les anciens protégés de l'URSS comme la Syrie mais également avec de nouveaux partenaires comme Israël, l'Arabie Saoudite, la Jordanie ou l'Iran.

Le « printemps arabe » devait prendre par surprise la Russie comme les chancelleries occidentales. Depuis lors, elle a manifesté un embarras, rapidement transformé en franche hostilité, à l'égard d'un mouvement qui, selon elle, menace gravement ses intérêts mais aussi la stabilité de la région. Certes, à plusieurs reprises, les autorités russes, y compris au niveau du président Medvedev, ont salué les « aspirations démocratiques des peuples arabes ». Mais elles s'étonnent de l'aveuglement des pays occidentaux face à ce qu'elles considèrent comme une poussée de l'islamisme radical.

Lors du colloque récemment organisé par la Russian International Studies Association (RISA), une table ronde, réunissant experts et universitaires russes et participants étrangers, a abordé de

façon franche les raisons de la position russe, mal comprise en Occident, devant le « printemps arabe » et les crises qui secouent le Moyen-Orient. Ce colloque était d'autant plus intéressant que, du côté russe, des voix dissonantes pouvaient être entendues. La position russe doit être replacée dans le cadre des lignes de force qui sous-tendent la politique étrangère russe et qui, à bien des égards, prolongent celles de l'Union soviétique.

Des lignes de force de la politique étrangère réaffirmées

La défense de la souveraineté nationale

La défense de la souveraineté nationale et le refus de l'ingérence dans les affaires intérieures des États font partie des principes que la Russie, à l'instar de l'URSS, défend de façon particulièrement ferme, voire brutale. La charge de Vladimir Poutine contre les États-Unis lors de la conférence sur la sécurité le 2 octobre 2007 à Munich est à cet égard exemplaire : il les a expressément désignés comme un État cherchant à imposer ses vues dans tous les domaines, politique, économique, culturel. Ce sont eux qu'il vise lorsqu'il évoque le « dédain de plus en plus fort à l'égard des principes de base du droit international » ou lorsqu'il dénonce une « hyperutilisation incontrôlée de la force [*uncontained hyper use of force*] – la force militaire – dans les relations internationales ». En conséquence, la Russie a toujours été très vigilante sur les résolutions du Conseil de sécurité fondées sur le chapitre VII, cela d'autant plus qu'elle s'est laissée surprendre à plusieurs reprises. À cet égard, la polémique autour de la résolution 1 973 autorisant une intervention militaire en Libye dans le cadre de la « responsabilité de protéger » est intéressante à plus d'un titre. Au départ, l'abstention russe a pu surprendre : la décision prise par le président Medvedev allait contre l'avis de l'ambassadeur russe à Tripoli et a suscité un des rares éclats publics entre celui-ci et V. Poutine, alors Premier ministre, qui a qualifié de « croisade » l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Mais surtout, la façon dont la coalition menée par l'OTAN a interprété la résolution 1 973 a traumatisé la diplomatie russe, qui a considéré qu'il y avait eu un véritable détournement de procédure et un grave manquement à son égard, et a mis le président Medvedev en difficulté. Il en résulte que l'adoption d'une résolution de ce type est dorénavant exclue par les Russes.

D'une façon générale, les interventions de l'ONU sont vues avec méfiance : il n'appartient pas à l'organisation internationale d'opérer à des *regime changes* qui relèvent exclusivement des populations concernées. Cette position a été encore tout récemment rappelée par Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, à la tribune des Nations unies, lors de son discours du 15 septembre

devant l'Assemblée générale : « Il est inacceptable d'imposer aux peuples le système politique de leur pays. [...] La succession des événements dans le monde arabe, mais aussi dans d'autres régions, démontre l'inefficacité d'une telle politique et risque d'aboutir à l'accumulation des tensions interethniques et interreligieuses dans les relations internationales. »

Le primat du sécuritaire sur la diplomatie

La Russie, préoccupée par sa sécurité, est d'abord méfiante à l'égard de l'ingérence d'États étrangers. Elle nourrit une véritable obsession du « complot » qui serait fomenté par les États-Unis tant au niveau des pays arabes que des pays de sa zone d'influence et en Russie même. Cette susceptibilité ombrageuse s'exprime d'autant plus que les dirigeants russes considèrent que les « révolutions de couleur » qui se sont développées dans leur zone d'influence ont été suscitées par les États-Unis ; en soutenant certaines de leurs ONG, notamment de défense des Droits de l'homme, ceux-ci ont, selon Moscou, contribué à déstabiliser les régimes en place. Allant plus loin, le président Poutine considère que l'opposition qui se développe à son égard est directement manipulée depuis Washington. Cette paranoïa du complot est plus présente que jamais dans les esprits. Il en résulte des mesures visant notamment à criminaliser tout financement extérieur au profit d'ONG russes. L'expulsion récente de l'Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development, USAID) va dans ce sens. La préoccupation de sécurité s'exerce également à l'égard de la population musulmane vivant dans la Fédération et dans son arrière-cour, représentée par les cinq ex-républiques d'Asie centrale. Elle est un élément important dans la définition de la politique étrangère. En effet, la Russie compte actuellement une population de 22 millions de musulmans résidant essentiellement à Moscou, sur la Volga autour de Kazan, dans le Caucase et dans l'Extrême-Orient. Elle accueille de nombreux immigrés, souvent clandestins, originaires d'Asie centrale. Cette situation est analysée en termes sécuritaires. La communauté musulmane est très surveillée en raison des menaces que font peser les groupes djihadistes sur la stabilité de ces territoires. Moscou craint que la radicalisation constatée dans le monde islamique n'ait un impact important sur la sécurité intérieure et sur celle de l'Asie centrale. Cette crainte est d'autant plus forte qu'il existe une vision traditionnellement négative du monde musulman dans son ensemble, qui dès le XIX^e siècle était « assimilé à un espace sauvage, brutal et inculte¹ ». Cette xénophobie, qui visait essentiellement le monde turc, s'est étendue aux Perses comme aux Arabes, réputés non fiables.

¹ L. de Meaux, *La Russie et la tentation de l'Orient*, Pars, Fayard, 2010.

Ainsi, les services de renseignement, le KGB dans le passé, le FSB aujourd'hui, pèsent d'un poids majeur dans les décisions, en particulier au moment où Poutine a placé certains de ses meilleurs éléments au cœur du pouvoir. Cette approche sécuritaire contribue à expliquer que l'influence du ministère des Affaires étrangères et plus personnellement de S. Lavrov, tant au niveau de l'information que de l'analyse et des propositions d'action, est secondaire par rapport à celle des services. Le ministre est davantage un brillant exécutant qu'un concepteur influent. La politique étrangère est définie essentiellement sur la base de considérations sécuritaires.

La volonté de s'affirmer comme grande puissance

La volonté de la Russie de s'affirmer comme une grande puissance est une préoccupation majeure dans son comportement international. Après les années 1990, considérées par l'opinion russe comme une période d'humiliation et de déclin, la politique étrangère menée par l'équipe Poutine-Medvedev vise à redonner à la Russie son poids dans les affaires internationales, même si elle n'a pas toujours les moyens de ses ambitions. Dans le discours de Munich précité, la dénonciation d'un monde unipolaire – sous-entendu menée par les États-Unis – marque en creux la volonté de la Russie de jouer, comme dans le passé, un rôle majeur. Ce « modèle est non seulement inacceptable mais également impossible », soulignait Poutine. Ainsi Moscou entend-il jouer pleinement son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Reprenant une tradition chère à l'Union soviétique, il n'hésite plus à menacer de mettre son veto, voire à l'exercer pleinement, avec souvent comme objectif de contrer les États-Unis mais également de se faire reconnaître par ceux-ci comme une grande puissance. À l'égard du Moyen-Orient, cela signifie qu'il ne veut plus laisser le champ libre à l'hyperpuissance américaine et vise à être un acteur de poids dans cette région stratégique. De fait, la Russie entend redevenir un acteur incontournable dans le traitement des problèmes du Moyen-Orient.

Ces lignes de force ainsi rappelées permettent de mieux comprendre la position russe à l'égard du « printemps arabe » – malgré les congratulations rhétoriques – comme à l'égard de l'Iran, position qu'on peut résumer en trois mots : embarras, méfiance et prudence.

L'embarras russe face au « printemps arabe »

Les autorités russes ont été très embarrassées par le déclenchement des soulèvements arabes. Cependant, le rapport du Valdai International Discussion Club² (très lié à l'Institut d'études orientales) publiées en juin 2012 fait une analyse *ex post* parfois très pertinente du « printemps arabe ». Il estime qu'il est né de la conjonction de l'accumulation de griefs bien connus de la part des populations arabes et de l'action d'une nouvelle génération de jeunes très nombreux – les deux tiers de la population ont moins de 35 ans. Mais l'insistance du rapport à souligner le rôle des islamistes – il propose de remplacer l'expression « printemps arabe » par celle de « grands soulèvement islamiste » – témoigne des préoccupations de la Russie et de sa volonté de souligner la menace représentée par un islam considéré comme radical. Aux yeux de Moscou, s'il existe une volonté de développer la démocratie, c'est au sens islamiste du terme, la laïcité étant dénoncée comme une « erreur idéologique ». Le rapport souligne également avec insistance le rôle des « forces extérieures », en clair des pays occidentaux, et n'hésite pas à prétendre que le « meurtre de Kadhafi » a été perpétré « avec le consentement tacite, voire la complicité des troupes européennes et des pays du Golfe ».

S'agissant de la Tunisie, où les intérêts russes sont marginaux, le président Medvedev a salué au séminaire de Davos en mars 2011 l'arrivée de la démocratie. Il en a été de même en Égypte, même si, paradoxalement, les Russes n'ont pas caché leur surprise et leur inquiétude de voir les États-Unis abandonner aussi rapidement le président Hosni Moubarak.

Sur la Libye, les Russes ont marqué d'emblée leur réticence, mais ils se sont contentés de s'abstenir lors du vote de la résolution 1 973 en mars 2011 par le Conseil de sécurité des Nations unies. Cette abstention lors d'un vote contraire à leurs intérêts et à leur position traditionnelle a surpris. Plusieurs raisons contribuent à l'expliquer : volonté du président Medvedev de jouer l'ouverture à l'égard des pays occidentaux, brutalité des menaces proférées par le colonel Kadhafi et son fils Saïf al-Islam envers la population de

² Valdai International Discussion Club, *Transformation in the Arab World and Russia's Interests, Analytical Report*, Moscou, juin 2012 .

Benghazi, caution apportée par la Ligue arabe à une intervention militaire. Ainsi, lors du sommet de Deauville, le président russe a déclaré que « Kadhafi devait partir ». Cependant, la Russie n'avait pas renoncé à trouver une solution négociée à l'amiable. Elle a délégué en juin un envoyé spécial, Mikhaïl Marguelov, président de la commission des affaires étrangères du Conseil de la Fédération de Russie, qui s'est employé par des contacts avec le dirigeant libyen mais aussi avec les émissaires de l'Union africaine (UA) à jouer un rôle de médiation. La mort brutale du Guide et l'interprétation large donnée par les alliés à la résolution 1 973 ont choqué les autorités russes qui se sont senties flouées et n'ont accepté de reconnaître le Conseil national de transition (CNT) qu'avec réticence et réserves le 1^{er} septembre 2011.

Quant à Bahreïn et au Yémen, Moscou a également adopté à leur égard une posture de discrétion, appelant cependant à des solutions pacifiques.

Le cas de la Syrie s'est posé en termes différents. Les Russes sont parfaitement lucides sur les raisons du soulèvement de la population syrienne et ne ménagent pas leurs critiques à l'égard du régime de Bachar el-Assad. Le rapport Valdaï précité souligne qu'avec le monopole du parti Baas, la vie politique est devenue un « anachronisme inacceptable » et que l'incapacité à mettre en œuvre des réformes permet d'expliquer le soulèvement.

Mais le traitement du cas syrien a marqué un durcissement net des positions russes et une attitude de blocage au Conseil de sécurité. Aux éléments permanents rappelés ci-dessus s'ajoutent en effet, pour la Syrie, des raisons spécifiques, voire conjoncturelles.

Tout d'abord, la Syrie reste le dernier point d'ancrage russe au Moyen-Orient arabe. Dès les années 1950, avec la présidence de Shukri al-Quwatli, c'est-à-dire avant même l'arrivée du Baas au pouvoir, l'influence soviétique se fait sentir et s'affirme avec Hafez el-Assad en 1970 ; un « traité d'amitié » est signé en 1980. Les relations commerciales se développent en même temps que la dette syrienne croît à l'égard de la Russie. La coopération militaire est ancienne et multiforme : l'armée syrienne, une des plus importantes du Moyen-Orient avec plus de 400 000 hommes, est essentiellement équipée de matériel russe, livré au rythme moyen de 700 milliards de dollars par an dans les années récentes ; des générations d'officiers syriens ont été formées en Russie et des liens personnels se sont noués ; la base navale de Tartous établie en 1971, la seule en Méditerranée, a été rouverte récemment ; des conseillers militaires russes, sans doute plus d'un millier, sont encore présents sur place. Les bases d'une coopération dans le domaine nucléaire et énergétique ont été définies lors du voyage du président Medvedev en mai 2011. De plus, les relations ont pris une dimension humaine avec l'existence de plus de 50 000 couples mixtes, et il convient d'ajouter un élément de politique intérieure avec les liens étroits entre le patriarcat orthodoxe russe et l'Église grecque-orthodoxe syrienne. Or cette communauté,

comme celle de la minorité chrétienne dans son ensemble, continue, malgré quelques voix discordantes, de soutenir le régime de Bachar el-Assad, par crainte d'une poussée islamiste en cas d'effondrement du régime. L'exemple de l'Irak, où plus de la moitié de la communauté chrétienne s'est exilée, et plus récemment celui de l'Égypte, ne peut que renforcer cette posture. Le président russe est très attentif au soutien ainsi apporté au patriarcat.

D'une façon plus générale, la Russie estime que les pays occidentaux mésestiment le risque de voir le pays tomber entre les mains de mouvements islamistes, qui pourraient affecter sa sécurité comme celle des pays occidentaux. Le président Poutine, le 27 septembre 2012, a dénoncé leur action, estimant qu'ils étaient responsables de la situation, avec l'aide de l'Arabie Saoudite et du Qatar. Le départ d'el-Assad et de son régime ne réglerait aucun problème. Bien au contraire, le pays pourrait tomber dans un chaos généralisé, voire se fragmenter. Il deviendrait la base arrière des mouvements jihadistes d'ores et déjà présents et du terrorisme international. Confortée par l'expérience de la Libye en proie au désordre et aux milices armées, la Russie reproche aux pays occidentaux leur naïveté et leur irresponsabilité : aucun projet sérieux n'est défini pour le « jour d'après », fait-on observer à Moscou.

Ainsi, les autorités russes se veulent pragmatiques et entendent préserver une solution négociée et organisée. Elles estiment que, comme l'ont démontré les cas irakiens et libyen, l'usage de la force ne fait que créer le chaos. Les Russes sous-entendent qu'ils ne sont pas attachés au maintien au pouvoir de Bachar al-Assad et ne cachent pas que leurs relations sont parfois difficiles avec les autorités syriennes, comme en témoigne la récente arrestation d'Abdelaziz al-Khayer, opposant de gauche ayant de bons contacts avec Moscou. Ils sont conscients que leur marge de manœuvre ou d'influence est limitée. Le rapport Valdaï estime pour sa part que la Syrie est dans une impasse et que « le régime n'est plus suffisamment fort pour éradiquer l'opposition qui, malgré un soutien significatif, n'est pas capable de prendre le pouvoir sans une intervention étrangère directe ». Le départ d'el-Assad peut faire partie de la solution négociée. Tel a été le message délivré par Mikhaïl Bogdanov lors de son passage à Paris à la mi-septembre 2012. Il a rappelé dans une interview au *Figaro* le 11 septembre que l'« accord de Genève », qui organisait un système de transition et a été depuis lors contesté par les pays occidentaux, aurait pu servir de base à une telle solution. C'est selon lui la « seule feuille de route » qui pourrait déboucher sur une sorte de « conférence de Taëf » réunissant toutes les parties au conflit. Cette position n'empêche pas la Russie d'avoir des contacts avec l'opposition, y compris les Frères musulmans. Mais, portant un jugement sévère sur leur amateurisme et leurs divisions, elle est sceptique quant à leur capacité à présenter une alternative crédible au régime actuel.

La position russe sur la Syrie est d'autant plus affirmée que Moscou a l'impression, à tort ou à raison, que la question syrienne

n'est pas un dossier majeur pour les États-Unis. Ainsi, tout laisse penser qu'il ne va pas modifier son positionnement de façon significative à court terme. S. Lavrov a rappelé encore récemment à New York que « les principes fondamentaux [de la Charte des Nations unies] ne donnent en aucun cas le droit de se mêler des changements de régime ».

Cette prise de position a gravement dégradé les relations avec les pays du Golfe, plus spécialement l'Arabie Saoudite et le Qatar, malgré une attitude compréhensive sur Bahreïn et le Yémen. Un grave incident survenu en décembre 2011 entre le personnel de contrôle de l'aéroport et l'ambassadeur russe en poste à Doha, qui aurait été molesté lors d'une altercation, a provoqué de vives réactions de Moscou et le rappel des ambassadeurs. Il a été suivi d'un nouvel incident en marge du Conseil de sécurité : le représentant permanent russe aurait menacé le Premier ministre qatari, cheikh Hamad ben Jassem, d'« éradiquer » son pays, propos toutefois démenti par l'intéressé. Cela n'a pas empêché la diffusion en Russie d'une campagne violente, propagée par les médias proches du pouvoir, contre l'émirat accusé de propager l'islamisme radical.

Des relations complexes avec l'Iran

Outre le « printemps arabe », l'Iran est toujours un dossier important pour Moscou. Depuis 1991, les coopérations dans les domaines sensibles – nucléaires, armement, énergie, espace – se sont développées³. Le dossier nucléaire iranien constitue une autre opportunité pour la Russie de manifester sa volonté d'influence, voire de puissance, au Moyen-Orient. Elle continue de protéger la République islamique, même si, en tant que puissance nucléaire, elle n'est sans doute pas enchantée de voir s'installer dans son environnement proche un pays qui aurait, même s'il ne franchit pas le « seuil », la capacité de se doter d'un arsenal nucléaire. Ainsi, elle ne cesse de s'opposer à des sanctions sérieuses au niveau du Conseil de sécurité, qu'elle juge improductives et responsables de la radicalisation du régime iranien. Officiellement, le programme iranien n'est pas considéré comme ayant une finalité militaire. Le désaccord avec les pays occidentaux porte donc à la fois sur la nature du programme nucléaire et son stade d'avancement mais également sur la méthode utilisée pour dissuader Téhéran de le poursuivre.

Malgré ce soutien russe, les points de friction se multiplient entre Moscou et Téhéran, comme en témoigne la lecture de la presse iranienne. La centrale de Bouchehr reste sous le contrôle des techniciens russes, sceptiques quant à la capacité des cadres iraniens à bien maîtriser son fonctionnement. L'annulation du contrat portant sur les missiles de défense antiaérienne S300 – alors que, juridiquement, la Russie n'y était pas obligée puisque les dispositions de la résolution du Conseil de sécurité ne visaient que les armes offensives – a été considérée comme un acte inamicale, dicté par le souci de ménager Israël. Elle fait d'ailleurs l'objet d'un contentieux qui devrait être soumis à un arbitre international. En fait, malgré l'appui donné par la Russie, la méfiance réciproque règne entre les deux pays, ce qui est d'ailleurs dans la logique de l'histoire de leurs relations souvent difficiles. L'Iran se souvient par exemple de la suspension des livraisons d'armes entre 1995 et 2000 à la suite d'un accord russo-américain. L'alliance russo-iranienne relève essentiellement de la *Realpolitik* : pour le président Poutine, ce dossier est une opportunité pour ne pas laisser le champ libre à l'« hégémonisme » américain au Moyen-Orient et pour bien marquer, sinon sa volonté de puissance, tout au moins sa capacité de

³ Voir l'ouvrage de référence de Clément Therme, *Les Relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, Paris, PUF, 2012.

nuisance. Mais la Russie peut également utiliser l'Iran comme une monnaie d'échange avec les États-Unis : Téhéran en est tout à fait conscient.

Dans les années 2000, après l'écroulement de l'URSS, le couple Poutine-Medvedev avait, comme on l'a vu, réussi à rétablir dans une certaine mesure la présence russe au Moyen-Orient et à restaurer une relation de bon voisinage y compris avec les pays du Golfe. Le bilan de la politique russe poursuivie dans cette région depuis le début du « printemps arabe » montre une influence qui s'est effritée et une évolution des événements qui va à l'encontre des intérêts de Moscou. Ses points d'ancrage cèdent les uns après les autres ; la position prise sur la Syrie est mal perçue par les opinions publiques arabes et par plusieurs gouvernements à sensibilité islamiste, y compris non arabes, comme Ankara ; la chute inévitable à terme du régime syrien affectera directement ses intérêts ; les relations avec ses partenaires alliés, la Syrie et l'Iran, sont de plus en plus difficiles et soulignent la faiblesse de son influence. Mais il est probable que, dans ce contexte dégradé, la Russie continuera de mener une politique refusant les évolutions profondes qui affectent cette zone stratégique située dans son voisinage immédiat, montrant qu'elle n'a pas su s'adapter au nouveau contexte. La mise à jour de sa politique étrangère au Moyen-Orient reste à faire. Il n'est pas certain que le pouvoir actuel, enfermé dans des principes anachroniques et privilégiant des considérations sécuritaires, parvienne à la faire.